

TRIBUNE

LE JOURNAL DU PLR VAUDOIS | N° 9 | MERCREDI 25 OCTOBRE 2023

Sommaire

Édito – Mibé – EF 2023	2
Message de la présidente	3
Politique communale	8-9
Les députés en action	10
Point fort	11
Secrétariat – JLRV	12-13
Réflexion	14
Frivolités essentielles	16

Une voie royale pour le 2^e tour...



Politique cantonale
Baisse d'impôt bienvenue
et bien négociée

Page 4



Élections fédérales
Hommage à Olivier François

Page 5



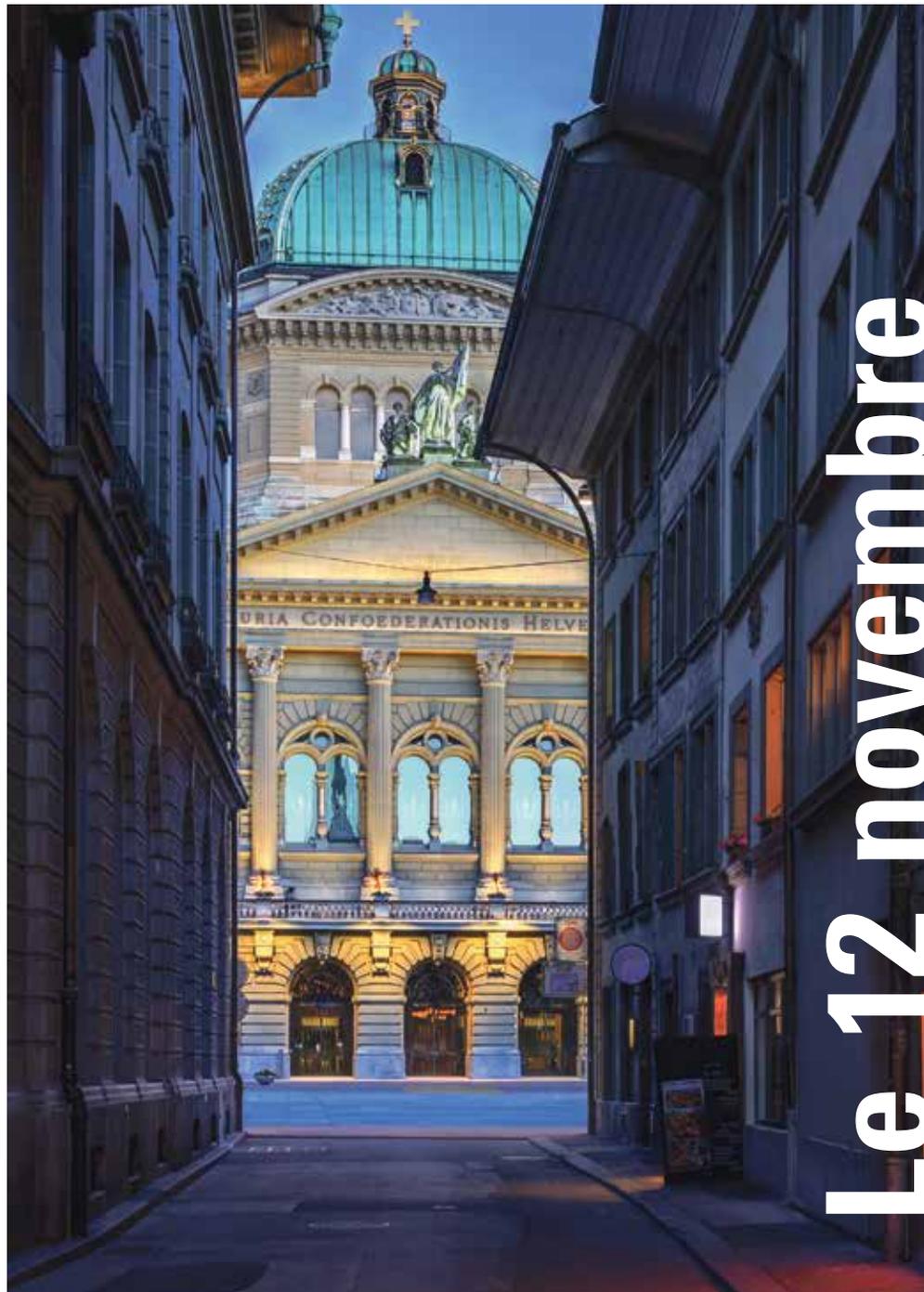
Dossier guerre et paix
Le temps des haines
et des vengeances

Pages 6-7



Dans le monde
Dollar ou yuan

Page 15



Le 12 novembre

Tous derrière Pascal Broulis au 2^e tour !

par Christopher Ulmer,
secrétaire général PLR Vaud

Le 12 novembre, les Vaudoises et les Vaudois auront le choix de maintenir l'équilibre au Conseil des États. Face à cet enjeu crucial pour notre canton, notre pays et notre parti, une mobilisation de toutes et tous est nécessaire.

Au Conseil national, l'actualité politique peu favorable au PLR et une forte progression du Parti socialiste ont (notamment) eu raison de notre 5^e siège. Bien que perdu de justesse, c'est indéniablement une déception pour notre parti. À première vue, les recettes populistes et irréalistes du Parti socialiste et le grand apparentement à gauche, ont très bien fonctionné. Trop bien fonctionné.

Ce résultat décevant n'enlève en rien votre énorme engagement dans un contexte politique difficile. Nous sommes tout particulièrement reconnaissants à nos 57 candidates et candidats qui ont sillonné notre canton à la rencontre de la population, d'associations et de PME. Ils se sont battus corps et âme en faveur de nos solutions et de nos valeurs libérales-radicales. Un immense merci à eux et un bravo tout particulier à nos élus Jacqueline de Quattro, Pascal Broulis, Olivier Feller et Laurent Wehrli ainsi que Daniel Ruch, premier viennent-ensuite. Nous regrettons vivement la non-réélection d'Alexandre Berthoud, un travailleur infatigable qui s'engage pour le PLR et notre canton depuis des années.

Au niveau national, le résultat n'est également pas au rendez-vous. Le PLR est en légère baisse au Conseil national et stagne à la Chambre des cantons. Une réflexion à tête reposée, tant au PLR Suisse qu'au PLR Vaud, s'impose.

En attendant, il s'agit de conserver notre siège au Conseil des États, acquis de haute lutte, et de barrer la route à la gauche dogmatique et dépensière. Nous ne pouvons revivre les années où plus d'un Vaudois sur deux n'était pas représenté à la Chambre haute. Pour cela, votons pour un canton de Vaud fort et un homme expérimenté et engagé. Votons Pascal Broulis le 12 novembre !



Un deuxième tour à l'enjeu capital pour le PLR Vaud

À l'heure où nous écrivons ces lignes les résultats des élections fédérales viennent de tomber. Une mauvaise journée pour le parti qui perd un siège. Quatre candidats ont donc été élus ou réélus. Il faudra attendre le 2^e tour pour que le premier des viennent-ensuite, Daniel Ruch, retrouve si tout va bien son fauteuil. Cette élection est ainsi fondamentale à double titre.

Une élection fédérale laisse parfois d'excellents candidats sur le bord du chemin. La nouvelle est rude. La déception est grande. C'est la dure réalité pour Alexandre Berthoud aujourd'hui

qui mettra toute son énergie et ses compétences dans son mandat de député auquel il n'avait pas renoncé. Une chance pour notre parti.

Nous reviendrons bien sûr dans l'édition de novembre sur ces résultats. C'est cela la politique. Il faut savoir vivre avec les succès et les échecs. On assume le coup et puis on repart de plus belle. La politique est par définition optimiste et tournée vers le futur. C'est ce que notre parti fera résolument.

Mais la course finale n'est pas finie. L'enjeu est important le 12 novembre prochain. Il n'y aura pas d'élection tacite car le candidat Vert, en mal de

notoriété, joue la carte « *bis repetita* ». Merci à Michaël Buffat pour son engagement dans l'Alliance vaudoise, lui qui a le soir même des élections annoncé avec élégance qu'il ne paraîtrait pas pour un second tour.

La campagne prend un nouvel élan. Il est fondamental de rester unis jusqu'au bout. On aurait peut-être préféré un match Maillard-Broulis au deuxième tour, les électeurs en ont décidé autrement. À nous de rester mobilisés, efficaces. Pascal Broulis saura mettre son énergie, ses compétences et son talent oratoire dans cette campagne. Soutenons-le sans failles jusqu'au succès. **FG**

La santé, un dossier où le PLR doit prendre la main

par Florence Bettschart-Narbel,
présidente PLR Vaud, députée

À l'heure d'écrire ce texte, nous n'avons pas encore les résultats de ces élections fédérales tant attendues. Il est donc impossible pour moi de faire un bilan et nous le ferons dans le prochain numéro de TRIBUNE. Mais ce qui est certain, c'est que la santé sera au cœur de la prochaine législature avec la nécessité que tous les acteurs se mettent autour de la table afin de trouver des solutions viables pour ce dossier qui touche au plus près la population.



Contrairement à la gauche, le PLR estime que ce n'est pas le financement qui est à revoir, mais la maîtrise des coûts. Nous pouvons bien sûr discuter une fois encore de la nécessité d'une caisse unique ou publique, de primes liées au revenu : le peuple a déjà voté et rejeté ces idées. En réalité, ces solutions ne sont que des emplâtres sur des jambes de bois. Si les coûts ne sont pas maîtrisés, les primes continueront inlassablement d'augmenter. Les pays qui ont choisi des systèmes de santé publique étatisés connaissent une médecine à deux vitesses, avec des temps d'attente pour des interventions simples extrêmement longs, qui péjorent la vie des citoyens.

Le PLR doit prendre la main sur ce dossier et ne pas avoir de tabous quant aux discussions à venir. N'a-t-on pas trop d'hôpitaux dans notre pays ? Comment faire baisser drastiquement le prix des médicaments tellement plus chers que dans les pays qui nous entourent ? Comment inciter plus de jeunes médecins à choisir la médecine généraliste, ce qui permettrait de désengorger les services d'urgence ? Des propositions ont déjà été faites lors de la dernière

session, notamment en matière de planification hospitalière : cinq conseillers nationaux PLR romands, dont Alexandre Berthoud, proposent qu'elle se fasse à un niveau supracantonal. L'on doit en effet se poser la question de savoir s'il est indispensable d'avoir à quelques dizaines de kilomètres des services hospitaliers à double, même s'ils ne sont pas dans les mêmes cantons. Il en va également de la sécurité des patients : pour certaines interventions, il est nécessaire que les médecins pratiquent assez d'actes médicaux pour être formés. Le bassin de la population suisse ne permet pas toujours cela.

Dans le canton de Vaud, la Cour des comptes a présenté son rapport sur les prestations d'intérêt général (PIG) que le canton verse chaque année aux hôpitaux. Elle a constaté que le demi-milliard de francs versés chaque année par le canton à ses hôpitaux ne faisait que peu l'objet de suivi et d'objectifs fixés. Une large partie du financement alloué aux PIG découle encore aujourd'hui de montants historiques, souvent reportés d'année en année. Ce rapport met en exergue le fait que

la maîtrise des coûts n'est pas le souci principal des responsables de gauche en charge de la santé.

Le PLR doit faire du dossier de la santé une de ses priorités pour la prochaine législature : c'est une attente forte de la population comme le montrent tous les sondages. Nous devons prendre la main en démontrant que ce seront les solutions PLR qui permettront de maîtriser les coûts et d'avoir des primes stables.

Le PLR doit prendre la main sur ce dossier et ne pas avoir de tabous quant aux discussions à venir.

publicité

ELAGAGE
BOIS-ÉNERGIE
TRAVAUX FORESTIERS
www.danielruch.ch • 021 903 37 27 • 1084 Carrouge (VD)

TRANSPORT
GÉNIE FORESTIER
STABILISATION BIOLOGIQUE

Une baisse d'impôt bienvenue et bien négociée

INTERVIEW

de Florence Gross,
députée, présidente
de la Commission des finances

TRIBUNE: Vaud est un des cantons les moins favorables sur le plan fiscal pour les personnes physiques. Il fallait y remédier mais quel pas que cette réduction de 3.5% sur l'impôt sur le revenu, à l'initiative du PLR ?

Florence Gross: La charge fiscale dans notre Canton est en effet bien trop forte. L'Alliance vaudoise a axé une grande partie de sa campagne sur des baisses fiscales. Les candidats PLR au Grand Conseil également. Avec un retour de la majorité de centre-droite au Gouvernement, il était donc temps de l'appliquer. De plus, divers textes dont la motion Jobin-Gross sur la baisse d'impôts sur le revenu et la motion Gross en lien avec l'impôt sur la fortune étaient sur la table du Conseil d'État depuis plus d'une année.



Si nous avons l'habitude de travailler sur le coefficient, appelé point d'impôt, cela n'était pas possible cette année car dans notre Canton, ce coefficient concerne tant les personnes physiques que les personnes morales. Avec la réforme de l'OCDE, nous ne pouvions pas utiliser cet outil.

TRIBUNE: Comment en est-on arrivés à cette solution ? Les débats ont été houleux.

Florence Gross: Le Conseil d'État, en juillet dernier, a communiqué une première étape seulement, soit un rabais de 2.5% sur l'impôt sur le revenu. La majorité de la Commission des finances, lors du traitement de ce texte de loi, a trouvé cette baisse insuffisante et manquant d'ambition ; de plus, le manque de vision à long terme et l'absence d'autres mesures annoncées, a mené celle-ci à voter un amendement à 4.5%.

Ceci a clairement fait réagir le Conseil d'État. De longues négociations et discussions ont alors eu lieu entre PLR. Rappelons que la Commission des finances représente 10% du Parlement et que la majorité de celle-ci devait être entendue. Ces diverses réactions ont mené le Conseil d'État à, non seulement revoir sa copie, mais surtout – et c'est ce qu'attendait la majorité de la Commission des finances – à proposer une feuille de route fiscale claire, avec des mesures précises pour les années à venir : soit une baisse de 3.5% sur le revenu en 2024, 1.5% en 2025 et l'application de la motion Gross sur la fortune en 2026.

Quant aux débats en plénum, ils ont clairement montré le non-respect de la gauche de l'hémicycle pour les contribuables, impactés par la lourde charge fiscale, et qui permettent pourtant de garantir un tissu social important.

TRIBUNE: En quoi et pourquoi cette perte fiscale est-elle supportable pour le budget du canton ?

Florence Gross: Précisons que le Conseil d'État, durant les négociations, a travaillé afin d'inclure cette baisse de 3.5% déjà au budget 2024. Certes, la marge au petit équilibre, de 300 000 francs, est faible. Mais les députés PLR sont convaincus que des mesures d'efficacité – et non des coupes linéaires – sont possibles et amèneront des baisses de charges impératives. Le budget montre des augmentations de charges, notamment en personnel, qui ne pourront, avec ou sans baisses fiscales, se perpétuer.

TRIBUNE: Quand est prévue son entrée en vigueur ?

Florence Gross: L'entrée en vigueur est fixée au 1^{er} janvier 2024.

publicité

Fiduciaire
PAUX Conseils
& Gestion

- Conseils fiscaux
- Gérance/ Administration PPE
- Comptabilité

Rue de la Gare 15 - 1110 Morges
Tél. 021 803 73 11
info@paux.ch - www.paux.ch

Hommage à Olivier Français

par Fabienne Guignard,
rédactrice en chef

Qui connaît bien Olivier Français sait que l'homme est parfois un peu rude. Le ton est direct, bourru diront certains. Il ne parle pas pour ne rien dire. Et des fois il explose... D'une grande intelligence et courageux dans ses actions politiques. Il ose s'engager, défendre avec vigueur ses idées même seul contre tous. Olivier était un ingénieur civil prometteur qui aura basculé dans la politique à temps plein, par choix. Un bon choix qu'il n'a, je crois, jamais regretté. Et nous non plus... Voilà trente ans qu'Olivier a pris LA décision qui a totalement changé sa vie.

Je me souviens, quand il a pris cette décision de devenir candidat à la Municipalité de Lausanne, en juin 2000, après 5 ans de Conseil communal. Une petite équipe autour de lui pour mener sa campagne. Écrire ses discours, déterminer son nouveau look, choisir sa cravate... C'est très important le choix d'une cravate... Il la portera longtemps cette fameuse cravate rose avec son costume bleu marine. Finis les pulls sur les épaules et son style casual Friday sport chic dans ses nouvelles fonctions... Ce fut un moment de grande joie et de cohésion du parti devenu minoritaire. J'en étais et cela restera un souvenir inoubliable. Sa candidature était ainsi un bol d'air bienvenu. Le pari était risqué. Et sa vie personnelle et familiale bousculée. Sa carrière politique prenait ainsi un nouveau tournant.

Il sera élu et restera municipal des travaux à Lausanne pendant 16 ans. Toujours minoritaire. Rien n'a été simple. On dit qu'il s'est bien entendu avec le syndic Brélaz. À eux deux, ils avaient du pouvoir. Olivier n'est pas homme à se laisser démonter. Olivier a ce que l'on appelle du caractère. Puis se calme et repart vers d'autres projets, toujours à la recherche de solutions.



Le fameux M2, c'est lui. Un projet titanique pour une ville d'une importance moyenne. Le M2 a été certainement son plus gros mandat alors qu'il était municipal des travaux. Et quel mandat, qui lui restera collé à la peau. Monsieur Métro. Un politicien-ingénieur qui connaissait parfaitement le terrain, c'est exactement ce qu'il fallait pour mener ce projet à terme. Le succès a été immédiat. Les voyageurs se sont rués dès le départ dans ces rames sans pilote. D'une modernité incroyable. Il est même devenu très vite, trop court, trop petit. Olivier a dû gérer aussi les inondations du centre ville de la Capitale, avec un cadastre et des canalisations quelque peu préhistoriques, héritage de ses prédécesseurs qui lais-

saient présager quelques catastrophes. Que de trous dans le sous-sol lausannois. Puis Tridel et ses déchets. Un projet longtemps contesté par les locaux de La Sallaz très remontés. Voilà Olivier Français mettre en avant son talent de planificateur, à la recherche de solutions pragmatiques et de consensus permanent. Le combat fut rude pourtant. Mais enfin tout sera mis en place. Il sera aussi neuf ans député au Grand Conseil avant de faire le pas vers le Conseil national en 2007. Il a la faveur des électeurs. Son grand dada à Berne, la mobilité, les liaisons ferroviaires et les infrastructures. Il sera créatif et à nouveau très engagé. Pourquoi s'arrêter en si bon chemin, pourquoi ne pas viser le Conseil des États? Il avait la

cote. Le parti avait en lui un champion qui pouvait ravir le siège des écologistes au Conseil des États. Il se jette dans la bataille. Pari gagné. Luc Recordon cèdera sa place. Sa réélection sera elle plus compliquée et nous donnera quelques sueurs froides pour finalement rattraper son retard au deuxième tour. Un ouf de soulagement et beaucoup de joie au PLR. Il retrouvera donc son fauteuil pour un deuxième mandat. Son dernier.

Le parti avait en lui un champion qui pouvait ravir le siège des écologistes au Conseil des États. Il se jette dans la bataille. Pari gagné. Luc Recordon cèdera sa place.

Est maintenant venue l'heure de dire dire MERCI à cet homme engagé, un ami de trente ans, que j'ai vu franchir toutes les étapes du succès politique mais aussi des moments difficiles, de doute. Dans tous les cas toujours engagé et passionné par son métier. Ses activités à Berne l'ont, je crois, rendu très heureux. Il avait donc fait le bon choix de quitter une carrière dans le génie civil tout en réussissant à mettre ses qualités scientifiques au service de grands projets nationaux. Une pierre deux coups.

Rendre un hommage marque le temps qui passe. Cela me fait bizarre de prendre congé officiellement, une fois de plus, d'une personnalité qui aura marqué notre canton et notre parti. Qui les ont rendus fiers... Mais le temps était venu de transmettre le relais. C'est Pascal qui en a la lourde tâche maintenant... Alors Olivier, profite de ce temps libre pour faire tout ce que tu aimes, du sport notamment, un autre de tes dadas. Sans cravate rose cette fois, mais des baskets, fuchsia si tu veux, c'est tendance. Un dernier petit clin d'œil au parti dont c'est aujourd'hui la couleur fétiche... Encore merci mon ami et bon vent comme on dit...

Le temps des haines et des vengeances

par Fabienne Guignard,
rédactrice en chef

On avait l'habitude de suivre au quotidien les guerres en Afghanistan, en Irak, en Syrie, les révoltes des printemps arabes, la montée en puissance et les massacres des groupes terroristes islamistes en tout genre, les prises d'otages. Peu importe qu'ils s'appellent Al Quaïda, Daesch, Hesbolah, Taliban ou Hamas. On se sentait finalement peu concernés. Jusqu'au jour où ils sont venus sur nos terres faire des attentats odieux.

Lois anti-terrorisme, renforcement des instances de sécurité, service de renseignements. Chaque pays son éventail de mesures. Des « fans locaux », on les voit aujourd'hui descendre dans la rue pour soutenir le terrorisme du Hamas et la cause palestinienne CONTRE l'Occident... Ravis, fiers de l'anéantissement du peuple juif. Cela engendre haines et passions de tous bords...

L'invasion de l'Ukraine par la Russie a été un tournant. Un nouveau pas vers l'indicible. Les pires exactions sont commises, crimes contre l'humanité, tortures, viols, destructions massives, mais ne jamais les assumer est devenu le credo russe. Mentir ostensiblement, jouer les victimes, le meilleur rôle de composition du président Poutine. Il a même osé tenter il y a quelques jours encore de retrouver son siège au Conseil des droits de l'homme à l'ONU après en avoir été éjecté au début de leur Opération spéciale. Refus de l'Assemblée en obtenant tout de même 83 voix sur 193 pour une réintégration. Cette guerre pour détruire l'Ukraine, l'effacer de la terre, au propre et au figuré, ressemble comme deux gouttes d'eau à la Charte du Hamas qui a pour unique mission d'éradiquer l'État d'Israël. L'éradication du Hamas est aujourd'hui l'objectif des Israéliens.

La tendance du moment est manifestement aux génocides. Dictateurs, terroristes, putchistes se déchainent.



Se motivant les uns les autres. C'est à qui osera le plus d'ignominies. Avec un cheval de Troie un peu partout en Occident, l'extrême gauche, qui a résolument pris parti pour ces pourfendeurs de la démocratie et du droit. Les voilà « idiots utiles ». Comme l'extrême droite un peu partout qui elle, soutient la Russie. Les Russes sont ainsi à la manœuvre pour décapiter notre système démocratique, notre mode de vie, nos valeurs occidentales. La voilà investie d'une mission, celle de changer l'ordre du monde. Avec quelques alliés de poids dont la Chine, à distance, qui a pour objectif de devenir la plus grande puissance économique mondiale en 2049. Vu la situation actuelle, rien n'est moins sûr. Les pays du Sud global se regroupent dans les BRICS qui viennent d'élargir leur cercle, avec l'Argentine, l'Iran, l'Égypte et l'Arabie saoudite. Un groupe qui a pour point commun principal de vouloir s'émanciper de l'emprise de l'Occident. Sans être pour autant des amis... Le monde devient de fait multi-

La tendance du moment est manifestement aux génocides. Dictateurs, terroristes, putchistes se déchainent. Se motivant les uns les autres. C'est à qui osera le plus d'ignominies.

polaire. Chacun voulant tirer son épingle du jeu. Mais quand le jeu est existentiel, il peut devenir dangereux.

Depuis une vingtaine d'années, des « petites » guerres, pourtant sanglantes se succèdent sur le continent européen. La Tchétchénie détruite puis reconstruite, l'Abkhazie restée sous domination russe après l'invasion de la Géorgie, la Crimée envahie et sa population locale déportée, puis remplacée, la Transnistrie sous influence russe en Moldavie, à la frontière ukrainienne.

Dans le Caucase, voilà que l'Azerbaïdjan s'est senti pousser des ailes en opérant une nouvelle attaque dans le Haut-Karabakh, son ennemi de toujours, une enclave arménienne, poussant sa population de 100 000 habitants à quitter son sol natal pour l'Arménie. Même la Serbie a montré ses muscles aux frontières du Kosovo. On n'aime pas quand les Balkans s'agitent. Mauvais souvenirs. Recul finalement. Maintenant, ça suffit. On reprend ses esprits. Eh bien non. La paix n'a décidément plus la cote...

Voilà qu'une nouvelle guerre est déclarée en Israël, avec la violence que l'on sait. Le Hamas attendait le bon moment pour attaquer ce pays haï depuis sa création en 1948. La faiblesse, l'incompétence et l'extrémisme de son gouvernement actuel lui en aura donné l'occasion. Tout était prêt, calculé, mesuré dans les moindres détails. Le Tsahal, l'armée israélienne et le gouvernement sauront-ils éviter les pièges tendus par le Hamas, à savoir les pousser à des exactions intolérables ne respectant



pas le droit international, celui des Conventions de Genève et du droit de la guerre? La vengeance sera-t-elle plus forte que la stratégie politique? Un gouvernement d'unité nationale est mis en place. Les accords d'Abraham de réconciliation entre les pays arabes et surtout entre l'Arabie saoudite avec Israël sont remis en cause. Cet objectif politique de rapprochement des monarchies du Golfe avec Israël n'était pas soutenu par leurs opinions publiques. Premier but atteint du Hamas et surtout de l'Iran.

L'Occident, les États-Unis en tête prennent fait et cause pour l'État d'Israël, non pour soutenir la politique de son gouvernement d'extrême droite voire fasciste et ultra religieux. Les relations actuelles sont délétères. Mais ce pays fait encore partie, malgré ses égarements actuels et passés, du monde occidental démocratique. Les diasporas israéliennes sont très importantes en Occident et surtout aux États-Unis. Le terrorisme du Hamas est ainsi considéré comme un ennemi de l'Occident.

Le «Gerald Ford» le plus gros porte-avions US et ses navires d'accompagnement se dirige vers Gaza pour donner un message à l'Iran de ne

Le gendarme américain n'est plus aussi puissant. On le fera même poirotter avant d'être reçu. Pire. On annule des rencontres au dernier moment. Le signal est clair. Le monde a changé.

pas aller trop loin dans son soutien... «L'Enseinhower» le rejoindra sous peu. Et là, on ne joue plus à la dînette... On montre ses muscles. Le voyage de dernière minute de Biden n'aura pas été un succès entier même s'il a obtenu de l'Égypte des avancées humanitaires à sa frontière et qu'il a fixé des lignes rouges à ne pas franchir à Israël. Le droit international doit être respecté comme le droit humanitaire à Gaza. Depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale et la chute de l'URSS, la raison, les intérêts bien compris, les échanges commerciaux assuraient paix

et prospérité, l'UE a été créée puis fortifiée dans ce but mais voilà à nouveau le temps des passions, des émotions, des valeurs qui se montre plus fort que les intérêts rationnels. Très difficile de contrôler les émotions, le ressenti des peuples. «Il faut que ça sorte...». Vivons-nous les prémices d'une troisième guerre mondiale?

La guerre en Ukraine, déclencheur de taille de ces bouleversements géopolitiques, est aujourd'hui mondialisée mais pas mondiale. Ce nouvel embrasement du Proche-Orient ne sera pas sans effets sur la paix dans le monde. Les pays, gentiment, se positionnent dans ces nouvelles guerres asymétriques où technologie, rivalités économiques, valeurs, droit, résurgences historiques et combats de haute intensité se mélangent. Chacun se réarme au cas où...

L'Occident veut à tout prix éviter l'escalade. Le pourra-t-il tant le mouvement de haine et de vengeance est lancé un peu partout, y compris en Afrique. La boîte de Pandore est-elle d'ores et déjà ouverte? Un retour à la paix semble difficile. Pour le moment, les grandes puissances se retrouvent à Doha au Qatar, intermédiaire incontournable avec l'Iran et le Hamas

pour éviter un embrasement régional qui pourrait bien s'élargir davantage. Mais le gendarme américain n'est plus aussi puissant. On le fera même poirotter avant d'être reçu. Pire. On annule des rencontres au dernier moment. Le signal est clair. Le monde a changé. «Il n'est jamais bon de se désintéresser du Proche et du Moyen-Orient, il nous rattrape toujours», dira un ancien ambassadeur français en Israël. Le sort des Palestiniens comme celui des Ukrainiens est loin d'être clos. Que va-t-il advenir du nôtre? Une question que nous devons impérativement nous poser. Nous ne vivons pas sous cloche...

L'Occident veut à tout prix éviter l'escalade. Le pourra-t-il tant le mouvement de haine et de vengeance est lancé un peu partout.

Vox populi, vox Dei

par Laure Damtsas,
présidente PLR Nyon, conseillère communale

La Municipalité de Nyon à majorité de gauche a finalement renoncé à augmenter les impôts de trois points sur trois ans affectés au financement des trois grands projets du moment, évalués à CHF 80 millions. Cet épilogue bien qu'heureux pour les foyers et entreprises nyonnais, clos une saga qui avait commencé au printemps dernier.

Le syndic a justifié ce revirement en déclarant que «*les référendums sont des machines à perdre*». Évidemment cela dépend toujours de quel côté on se place ! Le courage initial de demander une augmentation d'impôts ne s'est finalement pas transformé en intrépidité. Pour autant, ce revirement ne peut décharger la Municipalité de ses responsabilités. En renonçant, elle a pris de facto la responsabilité politique de se comporter comme si le Peuple s'était prononcé. Elle n'aura pas le choix d'en assumer les conséquences et de trouver des solutions. La Gauche va donc devoir faire des compromis avec son train de vie.

Il faut dire que le projet était dès son origine mal embarqué. En conférence de presse, le syndic avait présenté la chose en disant que ces trois points d'impôts n'étaient pas affectés à la faisabilité des projets en eux-mêmes puisque si l'augmentation était refusée mais les projets acceptés par le Conseil, la Municipalité recourrait à l'emprunt. Oui mais aujourd'hui l'argent coûte de l'argent.

Cette augmentation d'impôt aurait permis de lever un peu plus de CHF 4 millions par an. C'est maigre au regard des CHF 250 millions de charges et des CHF 310 millions de dette prévus au budget 2023. Le calendrier politique était malheureux. Même si personne ne connaissait l'ampleur de l'augmentation des primes maladies, le contexte inflationniste était déjà largement relaté dans la presse. La tactique politique était aussi incertaine puisque les nyonnais s'étaient prononcés en 2019 à près de 74 % contre une augmentation d'impôts et il était donc attendu que les partis de centre-droite allaient une nouvelle fois porter la question devant le Peuple. À titre tout à fait personnel, je ne comprends toujours pas comment stratégiquement la Municipalité se préparait à infliger une nouvelle mauvaise presse à notre ville qui peine déjà à se remettre de celle de la crise de son administration pourtant finie.

Un des seuls arguments avancés par la gauche était de profiter de la baisse des impôts cantonaux promise par l'Alliance vaudoise. Le comble !



Nous allons entrer en période budgétaire et cela promet d'être intéressant. La Municipalité à majorité rose-verte a accumulé les nouvelles dépenses depuis le début de la législature. Avec des charges par habitant qui prennent l'ascenseur, une dette qui frôle le plafond d'endettement, des revenus de personnes physiques qui ont baissé en 2022 et les taux d'intérêts qui augmentent, il va falloir trouver des solutions concrètes au-delà des querelles partisans.

Il n'y aura pas une seule mesure à prendre mais une multitude pour résoudre un problème structurel. Réduire les charges, trouver de nouvelles recettes, probablement revoir le prix des projets, arrêter de financer des projets qui n'ont que peu d'impact, sont des pistes qui devront être explorées. Le seront-elles ? *Vox populi, vox Dei*. À nous, PLR de le rappeler.

La fiscalité vaudoise et ses défis

La section du PLR Nyon organise le **16 novembre à 19 h** à la Salle du Conseil de Nyon une Conférence publique sur la fiscalité vaudoise et ses défis présentée par **M^e Pierre-Marie Glauser**.

Merci de réserver votre place à : conferencesplr@gmail.com

Un soutien aux commerçants s'impose en cas de travaux importants

par Anouck Saugy,
conseillère communale, Lausanne

Nul ne peut contester le fait que Lausanne subit depuis quelques années une profonde mutation. Rénovation du Grand-Pont, agrandissement de la gare, projet Métamorphose ou nouveau tram T1, la liste est longue. Ces transformations, aussi positives soient-elles pour les Lausannois, s'accompagnent incontestablement d'un lot d'inconvénients et d'incertitudes non négligeables pour les habitants bien sûr mais aussi pour les commerçants.

En effet, les divers et longs travaux sur le domaine public ont un impact négatif direct sur la marche des affaires des petites comme des grandes enseignes riveraines, mettant parfois en péril leur survie. Chiffres d'affaires en nette baisse, magasins difficiles d'accès, suppression de places de parc, bruit et poussière rendent le quotidien particulièrement pénible, en particulier lors de travaux de longue durée. Combien d'entre vous se sont déjà dit au moins une fois la phrase suivante : « *Je ne me rends plus à Lausanne, c'est devenu trop compliqué* ». Cette phrase, le PLR Lausanne l'entend trop souvent et ce n'est pas faute de se battre chaque mardi au Conseil communal sur toutes les incohérences mises en place par la gauche lausannoise majoritaire.

À ce jour, certaines villes en Suisse, comme à l'étranger, prévoient sous conditions, une indemnisation financière au cas par cas lorsque des travaux donnent lieu à un dommage considérable. À Lausanne, la position de la Ville a jusqu'ici toujours consisté à refuser toute indemnisation, hormis lorsqu'une fermeture du commerce est nécessaire.



En 2013 déjà, par la voix de Guy Gaudard, le PLR Lausanne avait demandé la création d'un fonds d'aide aux commerçants. Cette proposition n'avait à l'époque pas abouti, l'intérêt public restant prépondérant, même en cas de travaux conséquents. Aujourd'hui, le PLR Lausanne demande à la Municipalité de se pencher à nouveau sur le sujet. Se pencher une nouvelle fois sur le sujet, oui, mais cette fois, pas seule... Forte de plus de 370 membres, la Société des commerçants lausannois (SCCL) est bien consciente qu'un véritable soutien aux commerçants lausannois ne peut être mis en place uniquement par la Municipalité. Pour cette raison, la SCCL envisage aujourd'hui la création d'un fonds dont les commerçants lausannois membres pourraient bénéficier, sous réserve de conditions bien précises, lorsque des travaux importants réalisés sur le domaine public auraient un impact considérable sur la marche de leurs affaires. Cette

initiative privée venant d'une des associations faitières des commerçants doit être soutenue et encouragée. On peut ainsi se demander à juste titre : « *Comment aider ceux qui aident ?* ».

C'est dans ce cadre-là que le PLR Lausanne a déposé un nouveau postulat au mois de septembre demandant à la Ville d'entamer de nouvelles discussions avec les commerçants pour mettre en place une véritable indemnisation financière. La Municipalité a désormais les cartes en main pour changer le futur des commerçants lausannois, et ils en ont bien besoin.

Les divers et longs travaux sur le domaine public ont un impact négatif direct sur la marche des affaires des petites comme des grandes enseignes riveraines, mettant parfois en péril leur survie.

publicité

Machines-Services – Bernard Thonney



Vente et réparation de toutes marques de tondeuses, tronçonneuses, fraiseuses, scarificateurs, débroussailluses, machines viticoles et communales.

Route du Jorat 8
1073 Mollie-Margot
021 781 23 33
079 310 56 66
b.thonney@bluewin.ch
www.machineservices.com

œnotourisme

Pierre après pierre, l'histoire continue !

par Jérôme Thuillard,
stagiaire en politique parlementaire

L'automne arrive et les vendanges touchent à leur fin : au beau milieu des vignes se dressent par-ci par-là des maisonnettes appelées capites, jadis abris saluaires du vigneron et de ses outils, aujourd'hui lieux de dégustations et d'amitiés. Ces capites sont parfois utilisées comme locaux de dégustation par nos vignerons-entrepreneurs, fers-de-lance de notre économie vitivinicole.

Dans cette perspective, elles peuvent contribuer au rayonnement de l'œnotourisme en Pays de Vaud, stratégie visant à mettre en avant les produits viticoles du terroir et des différentes régions, à destination des visiteurs provenant de destinations plus ou moins lointaines.

Le PLR, par le travail de ses élus à tous les niveaux étatiques, soutient bien évidemment toutes les démarches visant à défendre et soutenir le dynamisme économique de notre Canton. Ainsi, notre député **Maurice Neyroud** a déposé dernièrement une motion intitulée «*Pour que les capites de vignes répondent à la demande œnotouristique*». Dans les limites du droit supérieur, cette dernière demande au Conseil d'État de légiférer pour autoriser l'exploitation des capites en vue de vendre le vin produit sur l'exploitation. Pour rappel, la motion est un instrument qui permet à la députation de demander au Conseil d'État de présenter un projet de loi ou de décret.

En effet, notre député a constaté que les autorisations de commercialisation du vin dans les capites divergent selon les cas en raison d'interprétations



différenciées de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire (LAT). Le motionnaire souligne dès lors que la notion de «*nécessité*» est au cœur de sa réflexion : il est en effet primordial pour la vie d'une exploitation viticole de pouvoir promouvoir et vendre le vin du domaine à l'endroit où il a été produit. Par ailleurs, le député demande au Conseil d'État de «*reconnaître que l'œnotourisme est une activité agricole*» à part entière.

Cette démarche apporte donc sa pierre à l'édifice du développement de l'œnotourisme, initié en 2014 par l'ancien conseiller d'État PLR **Philippe Leuba**. La motion a été renvoyée à une commission lors de la séance plénière du 3 octobre dernier : la suite au prochain épisode !

Les cadres régissant notre économie se doivent d'être les plus flexibles possibles et au bénéfice de toutes les parties prenantes. À cet égard, signalons enfin que le DEIEP, dirigé par la conseillère d'État

PLR **Isabelle Moret**, vient de mettre en consultation une révision partielle de la loi sur les auberges et débits de boissons (LADB), afin que les capites de vignes soient dispensées de l'obligation d'être pourvues de sanitaires. Il s'agit donc d'optimiser ces lieux idylliques afin que puissent se conjuguer plaisir, coup d'œil et économie touristique dans notre beau Canton !

Les capites sont parfois utilisées comme locaux de dégustation par nos vignerons-entrepreneurs, fers-de-lance de notre économie vitivinicole.

AGENDA

Bloquez les dates !

PLR Vaud

■ Congrès cantonaux 2023

Jeudi 7 décembre, 19 h 30



■ Prochaine parution

Mercredi 22 novembre 2023

■ Délai rédactionnel

Lundi 13 novembre 2023

Un seul slogan :

abonnez-vous
à **TRIBUNE**...

EF23 : chaque franc compte...

Faites un don avec
TWINT !

Scannez le code QR avec
l'app TWINT

Confirmez le montant et
le don



Action sociale et maintien à domicile

par Olivier Petermann,
député, vice-président du Groupe
au Grand Conseil

Ce dossier important pour le Conseil d'État s'inscrit dans le programme de législature du Gouvernement. En 2050, l'effectif des plus de 65 ans se situera entre 229 000 et 248 000 personnes. Ce changement de typologie de la population implique une adaptation de la capacité de prise en charge sanitaire et un développement accru du maintien à domicile.

De ce fait, le Conseil d'État souhaite mettre en place, durant cette législature, l'intention forte de doubler le nombre de logements protégés (LP), désormais appelés logements adaptés avec accompagnement (LADA), dans le but de repousser l'entrée en EMS de nos aînés d'un peu moins de 2 ans en moyenne. La volonté est d'améliorer les dispositions, les processus, les mesures et les infrastructures en faveur de nos aînés de sorte que la fin de vie soit la plus adaptée, en tenant compte du souhait exprimé de vivre le plus longtemps possible dans un logement ordinaire ou individuel.

La Commission permanente de la santé publique (CTSAP) s'est réunie une première fois pour la présentation de cet EMPL, une deuxième fois afin de procéder à des auditions de partenaires concernés par le sujet et la troisième fois le Conseil d'État est revenu devant la commission avec une série d'amendements au projet de loi qui donnait suite aux différentes remarques et propositions des commissaires.

Ce projet répond de même à deux postulats et prévoit huit mesures. Sans entrer dans les détails, les actions suivantes peuvent être relevées :

- associer davantage les communes ;
- renforcer l'information à la population ;
- faciliter l'accès de la population aux LADA ;



■ intégrer davantage les LADA dans le dispositif médico-social ;

■ mettre en place des aides individuelles de 3000 francs par personne pour l'adaptation du logement ordinaire en vue du maintien à domicile.

Je m'arrêterais particulièrement sur cette mesure d'aide individuelle. En effet plusieurs commissaires regrettent la limitation proposée à l'article 12a alinéa 3. Cet alinéa limite l'octroi de l'aide uniquement sous condition de ressources de la personne considérée. Les commissaires PLR proposent de supprimer cet alinéa dans l'optique de l'allocation d'une véritable subvention à l'adaptation du logement individuel plutôt que d'une simple aide à la personne, sans distinction de revenu ou de fortune. L'adaptation du logement doit pouvoir être réalisée de façon indépendante des ressources financières. Même si la logique de subventionnement représente un coût supplémentaire pour l'État par rapport à la logique de l'aide à la personne avec une limitation de revenu des économies devraient être réalisées sur le long terme (allongement du maintien à domicile et report

Une aide ciblée de 3000 francs au maximum répond aux principes de simplicité, d'adéquation et d'économicité.

de l'entrée en EMS). Le subventionnement représente une dépense qui vaut la peine d'être consentie. Cette dépense devrait permettre un accroissement notable du nombre de logements adaptés, la mesure de subventionnement se montre donc ciblée et pérenne. Cette aide ciblée de 3000 francs au maximum répond aux principes de simplicité, d'adéquation et d'économicité. Les mêmes principes se retrouvent notamment dans le dispositif AI (assurance invalidité). La définition du montant maximal de 3000 francs se base sur

une étude réalisée au niveau romand par la Haute École de santé du canton de Genève. Ce montant se montre suffisant pour effectuer les adaptations adéquates : intégration d'une porte étanche à la baignoire, retrait des seuils, élargissement des portes, etc.

Après examen point par point de ce projet de loi, les commissaires PLR de la CTSAP acceptent son entrée en matière. Espérons que cela soit aussi le cas en plénum.

publicité



**Gaudard
Energies**

Av. de Chailly 36,
1012 Lausanne
021 711 12 13
info@gaudard.ch

Arrivée et départ au Secrétariat du parti

... arrivée de Jérôme Thuillard,

pour un stage de six mois en politique parlementaire au PLR Vaud en remplacement de Candice d'Anselme qui débute un congé maternité.

Conseiller communal à Romanel, et membre de la commission de gestion depuis peu, Jérôme, né en 1989, est d'ores et déjà un fin connaisseur des institutions avec en poche un Bachelor en science politique et tout récemment titulaire d'un Master en politique et management publics de l'IDHEAP. Très actif dans le tissu associatif de sa région, le voilà aussi pompier et musicien militaire. Tout un programme... Il se dit aussi très gourmand et amoureux de ses chats, *Auguste* et *Fourchette*. Bienvenue Jérôme. Et beaucoup de plaisir dans ce nouvel engagement. FG



À gauche Jérôme Thuillard et à droite Benjamin Meuwly.

... départ de Benjamin Meuwly,

qui s'est occupé à temps partiel depuis le 1^{er} mars de la campagne des Fédérales. Les affiches, la coordination avec les candidats, avec les différents prestataires, c'est lui.

Un très gros travail d'organisation, beaucoup de stress et de disponibilité. Un engagement aussi dans la communication digitale. Il a été un soutien efficace de notre secrétaire général. Son mandat s'achève ainsi, les élections passées. Précisons qu'il était également candidat sur la liste jeune. Deux expériences uniques qu'il n'est pas prêt d'oublier. Merci Benjamin pour cet engagement sans faille durant une période qui ne laisse que peu de repos. Un très bon et efficace travail dont tu peux être fier. Bonne suite. FG

publicité

Confort-lit
DEPUIS 1989

34
ans



swissflex
Swiss Premium Beds

Votre partenaire qualité et confort en ameublement & literie

YVERDON
Av. de Grandson 60
024 426 14 04

LAUSANNE
Rue Saint-Martin 34
021 323 30 44

www.confort-lit.ch

Pour une Suisse neutre et engagée



par Nicolas Secretan,
membre des JLRV

Les récents va-et-vient politiques sur les positions de la Suisse en matière d'exportation d'armes méritent une réflexion plus globale sur la définition de neutralité dans notre monde actuel.

Revenons quelques siècles en arrière : après quelques soubresauts guerriers à la sortie du Moyen Âge, la Suisse est officiellement reconnue comme pays neutre par les États signataires du Traité de Paris, le 20 novembre 1815. Il y a un peu plus de 200 ans. Internationalement reconnue comme telle, la Confédération accueille de plus en plus d'organisations non gouvernementales en recherche de stabilité : Croix-Rouge, Société des Nations (actuelle ONU), Union postale internationale viennent s'établir sur les rives du Léman au fil

des années. Ce n'est pas pour rien que la Convention internationale sur les blessés de guerre est signée à Genève en 1864 !

Lors de la Seconde Guerre mondiale, la Suisse continuera – à tort ou à raison – à commercer avec les deux camps ennemis. Vint ensuite la guerre froide, où les atouts diplomatiques du pays servirent aux bons offices entre entités diamétralement opposées. Toutefois, son rapprochement clair avec le bloc de l'Ouest suscita des critiques non négligeables, critiques amplement justifiées lors de la découverte de partenariats avec les services de renseignements américains et ouest-allemands principalement.

Cette critique est justifiée : au fil des années, la politique de neutralité de la Suisse (à différencier du droit de la neutralité en tant que tel) est devenue explicitement à géométrie variable, se rapprochant très clairement d'un des camps au fil des années, au lieu de rester fidèle à son engagement lors des derniers siècles. La guerre en Ukraine a encore accentué cette approche dynamique de la neutralité avec une reprise

des sanctions européennes et l'ouverture des discussions sur les exportations d'armes suisses vers des pays impliqués dans des conflits armés. À tel point qu'une partie de la communauté internationale ne considère plus notre neutre pays comme ce qu'il est : neutre.

Il est urgent d'attendre avant toute décision aussi vitale pour nos frontières. Peut-être serait-il temps de revenir à nos engagements centenaires. Soyons neutres et restons-le.

Continuez de nous suivre



La chasse aux riches de la gauche

par Marc-Olivier Buffat,
député

Face à l'augmentation, parfois importante de certaines dépenses, les partis de la gauche « bien-pensante » reprennent en chœur la ritournelle de la « chasse aux riches » plutôt que d'apporter des solutions concrètes. C'est ainsi que, plutôt que de tenter de limiter les coûts de la santé, tout particulièrement dans le domaine public, on veut faire porter une partie des frais sur les patrons; ce qui, d'un point de vue strictement économique, ne résout rien, mais reporte la charge sur d'autres.

Plutôt que de s'engager massivement dans le domaine de l'énergie renouvelable, le Parti socialiste notamment se laisse piéger par ses alliés écologistes et autres associations qui, au prix du maintien de la biodiversité ou du paysage, n'ont de cesse que de s'opposer, soit aux projets d'éoliennes, soit aux projets de barrages hydroélectriques ou encore aux parcs solaires alpins; et tant pis s'il faut importer de l'électricité au prix fort sur le marché européen produit par des usines à charbon, des centrales nucléaires ou thermiques – honnis en Suisse. Plutôt que de tenter d'exploiter des réserves de gaz en Suisse,

publicité



HOTEL BELLERIVE
★ ★ ★

**Idéal pour tous vos séjours
et ceux de vos connaissances**

Vue imprenable – Parking assuré
Fitness, Sauna, Hammam

BAR PUB « LE 99 »

Av. de Cour 99, 1007 Lausanne
Tél. +41 21 614 90 00
www.hotelbellerive.ch
info@hotelbellerive.ch



on préfère l'importer des États-Unis sous forme liquéfiée. Bonjour la cohérence et tant pis pour les émissions de CO₂ induites par ce transport!

Figée dans une conception marxiste de la société, cette gauche oublie l'aspect dynamique de toute évolution économique et de la croissance. La dernière étude de l'UBS, dans son édition du *Global Wealth Report 2023*, apporte à cet égard des informations intéressantes; même si on en a peu (ou pas) entendu parler dans les médias, ce rapport met en évidence un recul de la pauvreté, en particulier dans la région Asie-Pacifique où le nombre de millionnaires devrait doubler d'ici 2027. Cet enrichissement se traduit par un net recul de la pauvreté dans les salaires médians.

Dans la région Asie-Pacifique, c'est près de deux milliards de personnes qui sont sorties du seuil de la pauvreté. En Afrique, le nombre de millionnaires devrait augmenter de quelque 10% avec une incidence supérieure dans les pays émergents pour les salaires médians. Alors qu'en 2000, 81% des adultes dans le monde disposaient d'un patrimoine inférieur à

10 000 \$, cette part n'est plus que de 73% aujourd'hui. L'essor mondial des classes moyennes est spectaculaire; toutes et tous sortis de la pauvreté. Or ces pays encouragent l'activité économique, loin de la restreindre et la population, toutes classes sociales confondues, bénéficie de cette amélioration. Il s'agit évidemment de statistiques globales et il faut se garder de toute conclusion hâtive.

Il est cependant intéressant de constater que l'Europe stagne par rapport à l'Asie ou d'autres pays émergents (notamment ceux des BRICS). Le nombre de millionnaires ou d'ultra-riches baisse. Seule bonne nouvelle: le fait que quelques milliards d'individus sur cette planète sont sortis de la pauvreté pour accéder à la classe moyenne sont autant de marchés nouveaux pour notre industrie et notre économie d'exportation. Il s'agit en réalité d'une formidable chance démontrant là encore les effets souvent positifs de la mondialisation et de la répartition des richesses; alors qu'à l'inverse, la politique de décroissance ou de nivellement par le bas se traduit inévitablement par un appauvrissement de l'ensemble des

classes de la société. On eut pu penser que les partis de gauche tirent la leçon des anciennes économies collectivistes et socialistes des pays de l'Est ou d'Amérique centrale pour adopter des positions plus responsables. Plus étonnant encore, cette politique d'un autre temps et d'un autre siècle tourne délibérément le dos à toute approche altermondialiste et multilatérale.

Dans la région Asie-Pacifique, c'est près de deux milliards de personnes qui sont sorties du seuil de la pauvreté. En Afrique, le nombre de millionnaires devrait augmenter de quelque 10%.

Dollar ou yuan : réalités économiques et fictions monétaires

par Pierre Schaeffer

Le quinzième sommet des BRICS qui a réuni à Johannesburg les cinq États fondateurs, bientôt rejoints par six autres, a relancé les spéculations sur l'avènement d'un nouvel ordre économique, rival de l'Occident, mais à la mesure d'une alliance d'États représentant 40% de la population mondiale et un quart du PIB. Même si la rupture n'est pas vérifiée, l'Occident est d'ores et déjà mis en échec par un groupe de nations décidées à ne pas condamner l'agression russe en Ukraine et à refuser les sanctions qui ont suivi.

Le constat de ce pôle émergent n'est pas sans intérêt, si on le compare au tiers-mondisme de Bandoeng (1955): le premier est planétaire alors que le second était afro-asiatique.

La question est celle d'un espace commercial et monétaire qui résulterait d'un double traité, commercial d'abord pour favoriser les échanges à l'intérieur de cette zone, économique et monétaire ensuite pour bénéficier d'une monnaie commune. Une telle hypothèse apparaît aujourd'hui hautement improbable, eu égard à l'hétérogénéité politique des BRICS, certains comme l'Inde et le Brésil acceptant le principe représentatif, d'autres, comme la Russie et la Chine, s'en tenant à un régime de parti unique. Une même monnaie dans la zone BRICS postule la création d'une banque centrale, fédérative, investie du pouvoir monétaire, qui devrait assurer la double mission d'une devise à ambition de monnaie de référence: monnaie de compte pour les transactions internationales et monnaie de réserve pour les banques centrales tenues de la convertibilité de leurs monnaies. C'est le modèle de Bretton Woods pour le dollar de l'après-guerre, garanti par la réserve



fédérale à hauteur de 35 dollars l'once. Or à ce jour, le yuan reste inconvertible. Si l'hypothèse d'un espace BRICS, à l'instar de la zone euro, n'est pas envisageable aujourd'hui pour cause d'absence de structures fédérales et d'ouverture politique et économique, alors reste l'hypothèse du yuan monnaie de référence rivale du dollar. Mais dans ce cas, l'économie chinoise doit passer du dirigisme à l'ouverture tant sur le plan commercial que financier, dans un pays soumis à un étroit contrôle des mouvements de capitaux. Il faut rappeler qu'à ce jour près de 90% des transactions internationales sont libellées en dollars et que le yuan ne représente que moins de 2% des réserves de change.

L'ambition internationale du yuan passe par la confiance des opérateurs pour qu'ils l'utilisent dans leurs transactions et le choisissent comme monnaie de réserve. Or aujourd'hui, ce n'est pas le cas et qui plus est, la Chine est frappée par une crise qui affaiblit sa production industrielle, l'emploi des jeunes et la croissance.

Les conditions politiques et économiques du yuan comme monnaie de référence de la deuxième puissance économique mondiale ne sont pas réunies et ce même constat vaut pour la Russie dont l'économie dirigée subit aujourd'hui la chute du rouble, malgré une politique monétaire coûteuse et des contrats de vente des matières premières, pétrole et gaz, libellés en roubles. On est loin, dans le cas de la Russie comme dans celui de la Chine, de l'avènement d'une devise de référence consubstantielle à un espace d'ouverture politique et économique.

Il faut rappeler qu'à ce jour près de 90% des transactions internationales sont libellées en dollars et que le yuan ne représente que moins de 2% des réserves de change.

publicité

Domaine Rosset

Pour un apéro, pour des cadeaux ou pour vous-même !

Philippe et Ursula ROSSET

Membre PLR section de Rolle

Ch. de Jolimont 8 - 1180 Rolle

021/825 14 68 - 079/226 48 27

www.domainerosset.ch

info@domainerosset.ch

Numéro de cirque au Capitole

par Fabienne Guignard

Vous savez que le fameux Kent politique américain, élu il y a un an président du Congrès US, le beau Kevin McCarthy, a été viré de son poste comme un malpropre par ses barbies et les autres MAGA qui l'ont laissé tomber comme une vieille chaussette parce qu'il ne soutenait pas assez l'ami Donald et qu'il parlait à Joe.

C'est juste son boulot de parler au président. Pire il osait même négocier des trucs avec lui... Mais les barbies et leurs copains tout aussi abrutis qu'elles ne l'entendaient pas de cette oreille. Pas de soutien à l'Ukraine. Et refus de continuer de financer l'administration Biden qui se retrouverait sans salaire et au chômage technique. Un truc bizarre que ce shutdown à espace régulier, question de montrer qui est le chef. Puis finalement on se met d'accord. Une semaine ou deux sans gouvernement et fonctionnaires et puis ça revient. Sauf que cette fois le «revient» n'est pas assuré.

Mais où sont les Républicains modérés? Soit il n'y en a plus, soit ils sont encore plus peureux que Kevin, ce qui est sans doute le cas. Un parti de peureux quoi. Bizarre pour ceux qui ont attaqué l'Irak sans autorisation...



Le seul qui ose parler haut et fort contre Donald et ses clowns, c'est le sénateur Mitt Romney, ancien candidat à la présidentielle, et beau comme un dieu, j'en parlais souvent à l'époque. Franchement la classe Mitt. Le seul de son bord... Joe a même été contraint, pour essayer d'arranger les bidons, d'accepter de construire un bout de plus du fameux mur avec le Mexique. Mais il est malin Joe. Que va-t-il nous sortir de son chapeau? Surprise surprise...

Un unique député républicain pour demander la destitution du Speaker aura suffi pour faire descendre notre Kevin de son perchoir. Minablement. Mais «c'est pas ma faute». Pauvre chéri. C'est «les méchants démocrates» qui lui ont donné le coup de massue final. En quelques minutes c'était fait. L'occasion était trop belle de s'en débarrasser. Faut dire qu'il était nul. Une calamité cet homme. Et les Républicains de reprocher aux Démocrates d'avoir profité de la situation. Un comble... Quand on assiste à un spectacle de cirque, on applaudit, on rit, on pleure, on retient son souffle. Un monde d'émotions... Avec les MAGA en numéro de clowns, créateurs en chef du chaos. Numéro très réussi. Voilà donc l'Assemblée sans président, sans rien faire mais toujours payés. On veut mettre les fonctionnaires au chômage mais pas les députés...

Le moi d'abord des MAGA comme toujours, c'est vraiment un beau tour de magie...

Il avait fallu à Kevin 14 tours de scrutin pour être finalement élu le troisième personnage de l'État, du jamais vu. La honte. Le voilà shooté en UN seul comme dans «Fired» la fameuse émission de Donald.

Il y a donc un speaker par intérim, un certain Patrick McHenry qui pourrait bien durer faute de candidats. Pas aussi MAGA que les autres, mais un fou du marteau. Sa première décision, déloger illico presto, en son absence (elle était à un enterrement...), l'ancienne présidente de la Chambre, Nancy Pelosi de son bureau officiel. On voit l'élégance du mec. Ils se détestent tellement.

Les Républicains doivent se choisir leur nouveau leader. Mais c'est dur. Finalement un certain Steve est désigné mais il tiendra UN jour (c'est pas un gag) avant de démissionner tant les pressions étaient fortes dans son parti pour élire son concurrent Jim Jordan, le chouchou de Donald, qui sera finalement candidat. Sauf que Jim, c'est Donald en pire. Une horreur. Un «neinsager» perpétuel, anti tout. Et en plus moche comme un pou... Il était pour la pendaison de Pence, pour la révolte du 6 janvier, ne reconnaît pas Biden comme président et surtout contre le soutien à l'Ukraine. Il y a manifestation

beaucoup d'abrutis aux USA. Mais son sort est scellé. Il ne passe pas la rampe des votes. Il y a cette fois des Républicains récalcitrants qui lui claquent la porte du perchoir au nez. Affaire à suivre...

Heureusement, il y a mon bel Antony qui fait des allers-retours au Proche-Orient pour la bonne cause. Qu'il en profite tant que les frais de son avion sont payés. Car le shutdown n'a été évité que pour 40 jours. Lui qui voyage beaucoup. Et il est gros son avion. Il doit coûter bonbon... Sinon comme Swissair. Growding du secrétaire américain. Ce serait incroyable mais si beau que Volodymyr vienne le chercher où qu'il soit pour le mettre à l'abri, lui assurer gîte et nourriture, dans un avion prêté par Emmanuel. On peut rêver... Mais ce serait si beau...

Sauf que Jim, c'est Donald en pire. Une horreur. Un «neinsager» perpétuel, anti tout. Et en plus moche comme un pou...

Pour votre publicité dans

TRIBUNE

urbanic
Régie publicitaire

Chemin de Sous-Mont 21
1008 Prilly
info@urbanic.ch
Tél. 079 278 05 94